

Art. 31. Het aantal verhuurde eenheden, bepaald in punt 1 van de artikels 2, 3 en 4, moet pas twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet bereikt worden.

Art. 32. Artikel 2, 3 en artikel 3, 3 treden in werking op 1 januari 1995.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 15 juni 1994.

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

J. MARAITE

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. GENTGES

De Minister van Media, Volwassenenvorming, Gehandicaptenbeleid, Sociale Hulp en Beroepsomscholing,

K.H. LAMBERTZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 322

[C — 27048]

28 OCTOBRE 1994. — Arrêté ministériel fixant les conditions de reconnaissance des formations des membres du personnel soignant en maison de repos

Le Ministre chargé de l'Action sociale et de la Santé,

vu le décret II du 22 juillet 1993 du Conseil régional wallon attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées modifié par le décret du 20 juillet 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1984 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, modifié par l'arrêté du 6 décembre 1989;

Vu l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13° de la même loi, modifié par les arrêtés ministériels du 13 juillet 1992, 14 août 1992, 19 octobre 1992, 25 mars 1993 et 30 mars 1993;

Vu l'importance de fixer rapidement un contenu à la formation de recyclage prévue par l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 afin qu'un nombre suffisant de formations puissent être organisées pour permettre à tous les membres du personnel soignant de maisons de repos concernés de satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel précité au plus tard pour le 31 octobre 1996;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. § 1er. Les formations visées au § 4 de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 sont celles dont les personnes qui les ont suivies sont :

- a) titulaires d'un certificat, brevet ou autre titre sanctionnant une formation identique à celle d'auxiliaire familiale et sanitaire, délivré avant que le certificat de qualification d'auxiliaire familiale et sanitaire n'existe;
- b) titulaires du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier(ère) gradué(e), de logopède, ou de kinésithérapeute;
- c) titulaires du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou d'infirmier(ère) hospitalier(ère);
- d) titulaires d'une attestation de réussite délivrée à l'issue :
 - des première et deuxième années des études d'infirmier(ère) gradué(e);
 - de la deuxième année des études de gradué(e) en kinésithérapie ou en ergothérapie;
 - de la première année des études d'assistant(e) en soins hospitaliers;
- e) titulaires du titre d'auxiliaire gériatrique ou d'auxiliaire sanitaire en collectivité pour personnes âgées;
- f) titulaires de titres obtenus à l'étranger, notamment ceux reconnus équivalents à l'un des titres visés aux point a) à d) du présent article;
- g) titulaires du diplôme d'assistant(e) sociale ou d'assistant(e) en psychologie, pour autant qu'elles soient occupées en tant que membres du personnel soignant en maison de repos au 31 décembre 1994 au plus tard;
- h) les formations qui ont fait l'objet d'une reconnaissance par le Ministre communautaire ou régional compétent sur base de l'article 2, § 4, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- i) assimilées par les autres Ministres compétents visés à l'article 2, § 4, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992.

§ 2. Sont considérées comme bénéficiant d'une formation reconnue au sens de l'article 2, § 4, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992, les personnes qui ont été assimilées en tant qu'auxiliaires familiales et sanitaires en vertu de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 6 décembre 1989 modifiant l'annexe à l'arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1984 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées.

Art. 3. La formation visée au § 4 bis de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992, afin d'être reconnue au titre de recyclage, doit respecter les dispositions prévues à l'annexe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 octobre 1994.

W. TAMINIAUX

Annexe à l'arrêté ministériel du 28 octobre 1994 fixant les conditions de reconnaissances des formations des membres du personnel soignant en maison de repos

Article 1er. Afin d'être reconnue au titre de recyclage, toute formation doit comporter au minimum 220 heures de cours théoriques et 80 heures de stages et répondre aux conditions visées aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente annexe.

- Aspects du droit social : droit et devoirs du travailleur et de l'employeur;
- Aspects du droit sanitaire : localisation de la profession du soignant dans le secteur des soins de santé;
- Aspects de déontologie et d'éthique professionnelles.

Art. 2. § 1er. Les cours théoriques doivent être consacrés aux matières suivantes :

a) Soins (80 heures minimum)

- Théorie et pratique concernant l'art de soigner : principes fondamentaux en matière de santé, maladie, soins, hygiène personnelle et sociale, soins aux personnes âgées, aspects de l'hygiène du travail et professionnelle.
- Aptitudes fondamentales concernant les soins de base, les techniques de levage et de manutention, l'aide aux activités de la vie journalière et tâches hôtelières.

b) Relations humaines (80 heures minimum)

- Rapports méthodiques respectant la relation comportement/personnalité, l'âge, les formes de communauté, les aspects ethniques, religieux, culturels et socio-économiques.
- Collaboration méthodique : relations et liens de groupe, communications et entretiens travaux en équipe.

c) Souci des conditions de vie et d'habitat (30 heures minimum)

- Apprentissage actif de la participation aux aspects de la vie et de l'habitat par une formation créative pour les besoins de l'animation et par l'entretien d'un réseau social.
- Conditions matérielles nécessaires pour la vie de l'habitat, l'apprentissage de l'organisation en observant notamment la gestion, la distribution et l'hygiène du linge et du matériel de soins.

d) Participation dans le monde du travail (10 heures minimum)

- Aspects du droit social : droits et devoirs du travailleur et de l'employeur;
- Aspects du droit sanitaire : localisation de la profession du soignant dans le secteur des soins de santé;
- Aspects de déontologie et d'éthique professionnelles.

§ 2. La dispensation de ces cours doit être confiée à des personnes dont la formation et l'expérience établissent la compétence dans les matières enseignées.

Art. 3. *a)* Les stages doivent être effectués dans deux maisons de repos ou maisons de repos et de soins agréées autres que celle qui occupe la personne concernée.

b) Ces stages doivent transformer les acquis de la formation théorique en aptitudes pratiques et être placés sous la supervision et la conduite d'un praticien de l'art infirmier qui travaille dans la maison de repos ou la maison de repos et de soins où ils s'accomplissent.

Art. 4. Dans tous les cas, tant la formation théorique que les stages doivent présenter les éléments du programme d'une façon intégrée et adaptée aux fonctions du personnel soignant en maison de repos.

Art. 5. Un certificat de capacité doit être remis par le responsable de la formation aux personnes qui ont réussi une épreuve orale d'intégration des acquis, qui ont assisté à au moins 80 % des heures de cours et qui ont effectué les 80 heures de stages requises, indépendamment de la dispense prévue à l'article 6.

Ce certificat doit faire état de la reconnaissance de la formation au titre de recyclage ainsi que la date à laquelle elle a été accordée par le Ministre.

Art. 6. Les personnes qui peuvent fournir la preuve qu'elles ont suivi au cours d'une formation antérieure une partie de ce recyclage peuvent être dispensées d'un maximum de 80 heures de la formation théorique.

Art. 7. La reconnaissance est accordée par le Ministre qui a l'agrément des maisons de repos dans ses attributions sur présentation par le responsable de la formation d'un dossier établissant comment les dispositions susvisées sont respectées.

Art. 8. Les formations, qui ont été organisées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour lesquelles il peut être fait la preuve d'une reconnaissance au titre de recyclage par le Ministre compétent conformément à

l'article 2, § 4 *bis*, de l'arrêté ministériel précité sont automatiquement considérées comme reconnues au sens du présent arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 28 octobre 1994 fixant les conditions de reconnaissance des formations des membres du personnel soignant en maison de repos.

Namur, le 28 octobre 1994.

Le Ministre de l'Action sociale et de la Santé,

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 322

[C — 27048]

28 OKTOBER 1994. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor de opleidingen van het verplegend rusthuizenpersoneel

De Minister van Sociale Actie en Gezondheid,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 van de Waalse Gewestraad tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden, gewijzigd bij het besluit van 6 december 1989;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor de in artikel 23, 13° van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 13 juli 1992, 14 augustus 1992, 19 oktober 1992, 25 maart 1993 en 30 maart 1993;

Overwegende dat het belangrijk is onverwijld een inhoud vast te stellen voor de in de wet van 19 mei 1992 bedoelde bijscholing, opdat een voldoende aantal opleidingen kan worden georganiseerd om al het betrokken verplegend rusthuizenpersoneel in staat te stellen uiterlijk 31 oktober 1994 te voldoen aan de bepalingen van voornoemd ministerieel besluit;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. § 1. De in artikel 2, § 4, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 bedoelde opleidingen werden gevolgd door personen die :

a) houder zijn van een getuigschrift, brevet of elke andere titel waaruit blijkt dat de gevolgde opleiding identiek is met die van gezins- en gezondheidshelp(st)er, afgegeven voordat het bekwaamheidsgetuigschrift van gezins- en gezondheidshelp(st)er bestond;

b) houder zijn van het diploma van verloskundige, gegradueerde verpleger (verpleegster), logopedist(e) of kinesitherapeut(e);

c) houder zijn van het brevet van verpleegassistent(e) of ziekenhuisverpleger (verpleegster);

d) houder zijn van een getuigschrift dat werd afgegeven aan het einde van :

— het eerste en het tweede studiejaar gegradueerde verpleger (verpleegster),

— het tweede studiejaar gegradueerde in de kinesitherapie of ergotherapie;

— het eerste studiejaar verpleegassistent(e);

e) houder zijn van de titel van bejaardenhelp(st)er of gezondheidshelp(st)er voor bejaardentehuizen;

f) houder zijn van een in het buitenland behaalde titel die met name gelijkgesteld is met één van de in a) tot d) van dit artikel bedoelde titels;

g) houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent(e) of assistent(e) in de psychologie, voor zover ze uiterlijk 31 december 1994 tewerkgesteld zijn als verplegend rusthuizenpersoneel;

h) vóór de inwerkingtreding van dit besluit, de door de minister van de Gemeenschap of het Gewest erkende opleidingen hebben genoten, krachtens artikel 2, § 4, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992;

i) gelijkgesteld zijn door de andere bevoegde ministers bedoeld in artikel 2, § 4, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992.

§ 2. Personen die krachtens artikel 3 van het besluit van de Executieve van 6 december 1989 tot wijziging van de bijlage bij het besluit van de Executieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden gelijk gesteld zijn met gezins- en gezondheidshelp(st)ers, worden geacht een opleiding te genieten die erkend is in de zin van artikel 2, § 4, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992.

Art. 3. Om als bijscholing te worden erkend moet de opleiding, bedoeld in § 4bis van artikel 2 van het ministerieel besluit van 19 mei 1992, voldoen aan de in de bijlage bij dit besluit bedoelde bepalingen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 28 oktober 1994.

W. TAMINLAUX

Bijlage bij het ministerieel besluit van 28 oktober 1994
tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor de opleidingen van het verplegend rusthuizenpersoneel

Artikel 1. Om als bijscholing te worden erkend moet elke opleiding minimum 220 uren theorielessen en 80 uren stage bevatten en aan de in de artikelen 2, 3, 4, 5 en 6 van deze bijlage bedoelde voorwaarden voldoen.

Art. 2. § 1. De theorielessen moeten besteed worden aan volgende vakken :

a) Verzorging (minimum 80 uren)

— Theorie en praktijk betreffende de verpleegkunde :

— Grondbegrippen inzake gezondheid, ziekte, verzorging, persoonlijke en sociale hygiëne, bejaardenzorg, aspecten van arbeids- en beroepshygiëne.

— Grondbekwaamheden voor de basisverzorging, de hef- en behandelingstechnieken, de bijstand in alledaagse activiteiten en de hoteltaken.

b) Intermenselijke betrekkingen (minimum 80 uren)

— Methodische betrekkingen die rekening houden met de verhouding gedrag/persoonlijkheid, de leeftijd, de gemeenschapsvormen, de ethnische, godsdienstige, culturele en sociaal-economische aspecten.

— Methodische medewerking : betrekkingen en groepsverbanden, communicatie en gesprek, teamwerk.

c) Zorg voor de levens- en woonomstandigheden (minimum 30 uren)

— Actieve leer inzake deelneming in de levens- en woonaspecten via een creatieve opleiding inzake animatie en het onderhoud van een sociaal net.

— Materiële voorwaarden vereist voor de woonsfeer, de organisatieleer met inachtneming van o.a. het beheer, de verdeling en de hygiëne van het linnen en het verzorgingsmaterieel.

d) Deelneming in de arbeidsgemeenschap (10 uren minimum)

— Aspecten van het sociaal recht : rechten en plichten van werknemer en werkgever.

— Aspecten van het sanitair recht : plaatsbepaling van het verpleegberoep in de sector van de gezondheidszorgen.

— Beroepsethiekaspecten.

§ 2. Personen die op grond van hun opleiding en ervaring hun bekwaamheid in de onderwezen vakken kunnen bewijzen, moeten van deze cursussen vrijgesteld worden.

Art. 3. a) De betrokken persoon moet stage lopen in twee andere erkende rusthuizen of rust-en verzorgingshuizen dan die waar ze tewerkgesteld is.

b) De stages bieden de mogelijkheid om de verworven theoretische kennis in de praktijk om te zetten en staan onder toezicht en leiding van een verpleegkundige die tewerkgesteld is in het rusthuis of in het rust- en verzorgingsstehuis waar ze plaatsvinden.

Art. 4. Hoe dan ook, zowel de theoretische opleiding als de stages moeten de elementen van het programma op een geïntegreerde en aan de functies van het verplegend rusthuizenpersoneel aangepaste wijze voorstellen.

Art. 5. De opleidingsverantwoordelijke geeft een bekwaamheidscertificaat af aan degenen die slagen in het mondeling examen over de integratie van de verworven kennis, ten minste 80 % van de cursussen hebben bijgewoond en de verplichte 80 uren stage hebben gelopen, afgezien van de in artikel 6 bedoelde vrijstelling.

Het certificaat moet de erkenning van de opleiding als bijscholing vermelden, alsmede de datum waarop ze door de minister is verleend.

Art. 6. De personen die kunnen bewijzen dat ze een deel van de bijscholing tijdens een vorige opleiding hebben genoten, kunnen worden vrijgesteld van maximum 80 uren theoretische opleiding.

Art. 7. De erkenning wordt verleend door de Minister tot wiens bevoegdheden de erkenning van de rusthuizen behoort, na overlegging, door de opleidingsverantwoordelijke, van een dossier dat vaststelt of voornoemde bepalingen in acht worden genomen.

Art. 8. De opleidingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden georganiseerd en waarvoor kan worden bewezen dat ze krachtens artikel 2, § 4bis, van voornoemd ministerieel besluit als bijscholing worden erkend door de bevoegde Minister, worden automatisch als erkend beschouwd in de zin van dit besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 28 oktober 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de opleidingen van het verplegend rusthuizenpersoneel.

Namen, 28 oktober 1994.

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 26 janvier 1995, M. Mornie, A., juge consulaire honoraire au tribunal de commerce de Gand, est nommé Officier de l'Ordre de la Couronne.

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 26 janvier 1995 :

— M. Mertens de Wilmars, J. (écuyer), juge au tribunal de première instance d'Anvers, est nommé conseiller à la cour d'appel d'Anvers;

— démission honorable de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Malines est accordée, à sa demande, à M. Timmermans, J.;

— M. Wijns, A., avocat, est nommé juge suppléant au tribunal de première instance de Bruxelles;

— M. Leenaards, W., avocat, est nommé juge suppléant à la justice de paix du septième canton d'Anvers;

— M. Janssen, Ph., avocat, est nommé juge suppléant à la justice de paix du premier canton de Gand;

— M. Vande Moortel, J., avocat, est nommé juge suppléant à la justice de paix du premier canton de Gand;

— M. Snoeck, Ch., avocat, est nommé juge suppléant à la justice de paix du septième canton de Gand.

Par arrêtés royaux du 26 janvier 1995, sont nommés :

— greffier en chef du tribunal de première instance de Malines, M. Andries, L., greffier-chef de service à ce tribunal;

— greffier-chef de greffe de la justice de paix du troisième canton d'Anvers, M. Wouters, R., greffier à la justice de paix de ce canton;

— greffier-chef de greffe de la justice de paix du canton de Willebroek, M. D'Haese, P., greffier à la justice de paix du second canton de Saint-Nicolas.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 26 januari 1995 is de heer Mornie, A., ererechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Gent, benoemd tot Officier in de Kroonorde.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 26 januari 1995 :

— is de heer Mertens de Wilmars, J. (jonkheer), rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, benoemd tot raadsheer in het hof van beroep te Antwerpen;

— is aan de heer Timmermans, J., op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vredegericht van het kanton Mechelen;

— is de heer Wijns, A., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

— is de heer Leenaards, W., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vredegericht van het zevende kanton Antwerpen;

— is de heer Janssen, Ph., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vredegericht van het eerste kanton Gent;

— is de heer Vande Moortel, J., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vredegericht van het eerste kanton Gent;

— is de heer Snoeck, Ch., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vredegericht van het zevende kanton Gent.

Bij koninklijke besluiten van 26 januari 1995 zijn benoemd tot :

— hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, de heer Andries, L., griffier-hoofd van dienst bij die rechtbank;

— griffier-hoofd van de griffie van het vredegericht van het derde kanton Antwerpen, de heer Wouters, R., griffier bij het vredegericht van dit kanton;

— griffier-hoofd van de griffie van het vredegericht van het kanton Willebroek, de heer D'Haese, P., griffier bij het vredegericht van het tweede kanton Sint-Niklaas.